

NOUVEL HAY MAGAZINE

SANS FRONTIÈRES

OTC

L'exposition "Haut-Karabagh : un patrimoine chrétien en péril" est ouverte jusqu'au 25 février 2022 à la Mairie du 5^e arrondissement à Paris.

Adresse: 21 Place du Panthéon 75005 Paris

Entrée libre

En pièce jointe, le communiqué de presse de l' Œuvre d'Orient.

1.France 2

20 février 2022

Actualités orientales: le Haut-Karabagh et l'art éthiopien

Vous pouvez regarder sur le site de France 2 l'émission "Chrétiens orientaux: Foi, espérances et traditions. Actualités orientales: le Haut-Karabagh et l'art éthiopien", diffusée le dimanche 20/02/2022 et disponible jusqu'au 22.03.22.

Thomas Wallut propose un tour de l'actualité des Eglises orientales. A Paris et à Lyon, l'exposition « Haut-Karabagh : un patrimoine chrétien en péril » met en lumière les plus belles églises et monastères de cette terre historiquement arménienne, désormais sous contrôle de l'Azerbaïdjan depuis son annexion en septembre 2020. « L'art de L'Éthiopie : des Origines au siècle d'or », cet ouvrage de Jacques Mercier consacré à l'art de l'Eglise orthodoxe éthiopienne recense le patrimoine de cette communauté présente en France depuis une vingtaine d'années.

Regarder le documentaire complet :

[https://www.france.tv/france-2/chretiens-orientaux-foi-esperances-et-traditions/-](https://www.france.tv/france-2/chretiens-orientaux-foi-esperances-et-traditions/)

2.ARTE

17 février 2022

Arménie : le Karabakh hors du monde

Arte Reportage

A l'automne 2020, un vieux conflit s'est rallumé dans le Caucase : l'Arménie et l'Azerbaïdjan se sont violemment affrontés pour la possession du Haut-Karabakh, que les Arméniens avaient conquis en 1993.

Quarante-quatre jours de combats féroces ont fait 7 000 morts, des milliers de blessés et des dizaines de milliers de réfugiés, avant que la puissance tutélaire de la région, la Russie, n'impose militairement un cessez le feu. C'était le 10 novembre 2020. Depuis, la région est sous contrôle russe et les étrangers, surtout journalistes, ne sont pas les bienvenus. Gaëll Lorenz et Olivier Michaël ont néanmoins réussi à y entrer. Ils ont pu accompagner pendant quelques jours une famille arménienne réfugiée près de Stepanakert, la capitale de ce petit territoire enclavé en Azerbaïdjan. Une famille bousculée depuis trois générations de catastrophes en révolutions, de conflits en exils, qui survit dans le froid des montagnes du Caucase, en rêvant de retrouver sa vieille maison, retombée aux mains des Azéris. Bienvenue chez les Sarkissian...

Duré : 25 min

Disponible : Du 18/02/2022 au 09/02/2025

Regarder le documentaire complet :

[Arménie : le Karabakh hors du monde - Arte Reportage - Regarder le documentaire complet | ARTE](https://www.arte.tv/fr/videos/3088607-actualites-orientales-le-haut-karabagh-et-l-art-ethiopien.html)

3.Nouvelles d'Arménie Magazine

16 février 2022

L'UNESCO rejette l'« instrumentalisation politique » de l'histoire

L'UNESCO a réaffirmé son soutien à la demande de l'Arménie et du Haut-Karabakh d'envoyer une mission d'enquête dans le Haut-Karabakh, alors que des rapports font état de la profanation ou de la destruction systématique de monuments arméniens dans le Karabakh par l'Azerbaïdjan.

La réponse de l'UNESCO fait suite à une demande de l'agence de presse Armenpress, alors que des rapports indiquent que l'Azerbaïdjan se prépare à effacer les traces des monuments religieux, historiques et culturels arméniens dans les zones qui sont passées sous son contrôle après la guerre de l'automne 2020 dans la zone de conflit.

Les autorités arméniennes affirment que, tant pendant les hostilités qu'après l'instauration du cessez-le-feu, de nombreux cas documentés de destruction délibérée et de vandalisme à l'encontre d'églises et d'autres monuments culturels et religieux arméniens ont été commis par les forces armées azerbaïdjanaises.

Le 3 février, le ministère azerbaïdjanais de la Culture a déclaré qu'une commission avait été créée pour prendre des mesures visant à « supprimer les traces fictives écrites par les Arméniens sur les temples religieux albanais » dans les zones reconquises.

En réponse à la demande de l'Arménie, l'UNESCO a déclaré qu'elle continuait à travailler pour envoyer une mission technique indépendante de l'UNESCO dans le cadre de la Convention de 1954.

« Nous espérons que cela sera bientôt possible, mais pour le moment, les conditions nécessaires ne sont pas réunies. Les discussions sont donc toujours en cours », a déclaré Thomas Mallard, attaché de presse de l'UNESCO.

A la question de savoir comment l'UNESCO évalue la décision de l'Azerbaïdjan de

créer la commission, compte tenu du fait que le 7 décembre 2021, la Cour internationale de justice a ordonné à l'Azerbaïdjan de « prendre toutes les mesures nécessaires pour prévenir et punir les actes de vandalisme et de profanation touchant le patrimoine culturel arménien, y compris, mais sans s'y limiter, les églises et autres lieux de culte, les monuments, les points de repère, les cimetières et les objets d'art », à titre de mesure provisoire dans le cadre de l'application de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (Arménie c. Azerbaïdjan). Azerbaïdjan), Thomas Mallard a déclaré que « le patrimoine et l'histoire ne devraient pas faire l'objet d'une quelconque instrumentalisation politique ».

« Nous exhortons tous nos États membres, partout dans le monde, à respecter ce principe », a-t-il ajouté.

ARKA

4.Le Courrier d'Erevan

17 février 2022

Les monuments de la collection arménienne de l'Ermitage seront entièrement restaurés

Le musée d'État de l'Ermitage a présenté un nouveau projet. Des objets en argent de la collection d'art de l'Arménie seront restaurés. Le programme a une durée de trois ans. La société arménienne Pernod Ricard Rouss sera le mécène des travaux de restauration.

Comme le rapporte le Musée arménien de Moscou, la collection d'art arménien médiéval de l'Ermitage, qui a besoin d'être restaurée, a trouvé ses donateurs en la personne de la société arménienne Pernod Ricard Rouss. Les représentants de l'organisation veilleront à ce que les monuments soient rénovés. Il convient de mentionner que l'Ermitage possède une grande collection d'art médiéval

d'Arménie. Il y a plus de 1500 pièces d'exposition conservées.

La collection d'art arménien est apparue à l'Ermitage grâce aux efforts du professeur orientaliste Boris Piotrovsky, qui avait été le directeur du musée pendant environ vingt-cinq ans. Pendant de nombreuses années, à partir de 1930, Piotrovsky a participé à des expéditions scientifiques en Arménie, dont le but était de rechercher et d'étudier les traces de la civilisation ourartienne et d'étudier les monuments de l'art arménien. C'est au cours de ces années que la collection a été constituée.

Aujourd'hui, des pièces uniques d'art arménien sont exposées en permanence à l'Ermitage. Il s'agit d'objets provenant d'expéditions dirigées par Boris Piotrovsky au cours de différentes années, ainsi que d'objets découverts lors des fouilles de l'académicien Joseph Orbeli et de cadeaux offerts à l'Ermitage par le gouvernement arménien.

Ara Grigoryan, président du conseil d'administration de Yerevan Brandy Company, qui a participé à la présentation du projet de restauration de la collection arménienne de l'Ermitage, a remercié les conservateurs pour leur contribution à la préservation des monuments de la culture mondiale. M. Grigoryan a souligné que « le soutien aux arts est inscrit dans notre ADN » et que « la représentation est heureuse de faire sa part pour préserver les valeurs historiques ».

5.Nor Haratch

21 février 2022

[Première rencontre entre les chefs de la diplomatie arménienne et saoudienne \(norharatch.com\)](http://norharatch.com)

Première rencontre entre les chefs

de la diplomatie arménienne et saoudienne

En marge de la conférence annuelle de Munich sur la sécurité, le ministre saoudien des Affaires étrangères, le prince Faisal bin Farhan Al Saud, et son homologue arménien, Ararat Mirzoyan, se sont entretenus. Une grande première pour les deux pays, qui n'entretenaient jusqu'ici pas de relations diplomatiques.

Le ministère saoudien des Affaires étrangères a déclaré qu'il avaient lors de la rencontre « examiné les relations bilatérales dans divers domaines de coopération et les moyens de les soutenir et de les renforcer ». Ils ont également exploré « les possibilités de renforcer la coordination bilatérale » et discuté de « nombreux problèmes régionaux et internationaux », a-t-il écrit sur Twitter.

Selon le ministère arménien des Affaires étrangères, Mirzoyan a discuté avec Al Saud des « perspectives d'établissement de relations et de coopération » entre leurs nations et s'est dit prêt à travailler sur l'établissement d'« agendas bilatéraux et multilatéraux ».

« Au cours de la réunion, les ministres des Affaires étrangères ont souligné l'importance de promouvoir les liens commerciaux et économiques, de mettre en oeuvre des programmes d'investissement et d'établir des contacts entre les milieux d'affaires », lit-on dans un communiqué publié par le ministère.

L'Arabie saoudite a refusé pendant des décennies d'établir des relations diplomatiques avec l'Arménie en raison de son conflit avec l'Azerbaïdjan musulman à propos du Haut-Karabakh. Le royaume a signalé un changement dans cette politique après que ses relations avec la Turquie se soient considérablement détériorées il y a plusieurs années.

Le changement de politique a été mis en évidence en octobre dernier par la visite du président arménien Armen Sarkissian à Riyad. Sarkissian était assis à côté du dirigeant de facto de l'Arabie saoudite, le prince héritier Mohammed ben Salmane, lors de la cérémonie d'ouverture d'une conférence internationale.

« Nous avons parlé de nos relations diplomatiques, et nous avons convenu qu'en réalité nos relations diplomatiques ont commencé avec cette visite », a déclaré

Sarkissian au journal saoudien Arab News en décembre.

Le conflit du Karabakh n'a pas empêché l'Arménie de développer des relations avec d'autres monarchies arabes du Golfe, notamment les Émirats arabes unis et le Koweït. Les deux nations ont des ambassades à Erevan.

6.Nor Haratch

18 février 2022

L'Arménie annonce la construction d'une route dans le Sunik

Le gouvernement arménien a annoncé jeudi la construction d'une nouvelle autoroute dans la province de Sunik. L'autoroute de 60 kilomètres doit relier les villes de Sissian et Kadjaran. Elle raccourcira considérablement le temps de trajet entre l'Arménie et l'Iran et contournera les zones frontalières arméno-azerbaïdjanaises.

L'Arménie a perdu le contrôle d'un tronçon de 21 kilomètres d'une route menant à la frontière iranienne après un retrait controversé des troupes ordonné par le Premier ministre Nikol Pachinian.

Erevan a dû terminer à la hâte les travaux sur une route de contournement de 70 kilomètres à la fin de l'année dernière. Pachinian a reconnu qu'elle n'était pas pratique pour les camions lourds et qu'elle avait besoin de nouvelles améliorations.

Selon le ministre de l'Administration territoriale et des Infrastructures Gnel Sanossian, l'autoroute montagneuse comprendra jusqu'à 27 ponts et cinq tunnels d'une longueur totale de 12 kilomètres.

« Nous ferons tout pour intéresser sérieusement les grandes entreprises internationales [au projet] », a déclaré Sanossian lors d'une réunion hebdomadaire du gouvernement à Erevan.

Pachinian a annoncé lors de la réunion que son gouvernement avait officiellement lancé une « présélection » des compagnies potentiels qui seront présélectionnées pour un appel d'offres international.

« Nous espérons que d'ici la fin de l'année, nous aurons [sélectionné] une entreprise qui effectuera ce travail », a-t-il déclaré.

Pachinian a également déclaré que l'autoroute de 60 kilomètres coûtera à l'Arménie « plusieurs centaines de millions de dollars ». Ni lui ni d'autres membres du gouvernement n'ont précisé les sources de financement du projet.

Le gouvernement s'attend à ce que les donateurs occidentaux, notamment l'Union européenne, financent le projet. L'UE s'est déclarée prête l'année dernière à fournir jusqu'à 600 millions d'euros sous forme de subventions, de prêts et de garanties de prêt pour la construction de routes en Arménie.

7.Le Courrier d'Erevan

22 février 2022

La venue en Arménie d'une délégation parlementaire azerbaidjanaise soulève l'indignation populaire

L'accueil par Erevan d'une session tournante de l'Assemblée parlementaire Euronest provoque une vive indignation au sein de la classe politique et de la société civile arménienne.

Forum parlementaire visant à promouvoir l'association politique et la poursuite de l'intégration économique entre l'Union européenne et ses partenaires d'Europe orientale, le "Partenariat oriental" européen, Euronest, actif depuis 2011, regroupe en son sein la Moldavie et l'Ukraine ainsi que les trois pays du Sud-

Caucase, la Géorgie, l'Arménie et l'Azerbaïdjan.

L'annonce par voie de presse, la semaine dernière, de la convocation de son bureau à Erevan les 21 et 22 février, dans le cadre habituel de ses activités, n'avait guère retenu l'attention, jusqu'à l'arrivée, ce lundi, de la délégation azerbaïdjanaise à l'aéroport d'Erevan Zvartnots. En début d'après-midi, un groupe d'anciens combattants bloquait l'accès menant de l'aéroport au centre-ville pour protester contre la venue en Arménie des députés azerbaïdjans. La police est intervenue pour rétablir la circulation et déloger les manifestants, provoquant de légères altercations avec ces derniers.

Tahir Mirkishili, membre du parti au pouvoir "Nouvel Azerbaïdjan" et président de la commission parlementaire sur la politique économique, l'industrie et l'entrepreneuriat à l'Assemblée nationale azerbaïdjanaise, et Soltan Mammadov, chef du groupe de travail des relations interparlementaires de cette même assemblée, sont les deux représentants azerbaïdjans auprès d'Euronest convoqués à Erevan. Selon la députée "Contrat civil" Maria Karapetyan, déléguée arménienne de la commission politique Euronest et co-rapporteur d'un document de travail sur "le renforcement de l'efficacité et des ressources administratives des institutions publiques ", « *les députés arméniens, communiquent avec les députés de tous les autres pays au cours de ce type de réunion, y compris avec les députés azerbaïdjans* »:

Alors que le premier ministre Nikol Pashinyan s'entretenait avec le co-président de l'Assemblée parlementaire Euronest, Andrius Kubilius, membre du Parlement européen, des objectifs de cette réunion et des attentes arméniennes vis-à-vis de la coopération avec l'Europe, des jeunes du parti RAF manifestaient à leur tour devant l'hôtel Marriott-Armenia place de la République à Erevan.

Les réactions les plus marquantes proviennent cependant de la société civile arménienne et de la population en général, indignée de recevoir sur le sol national les représentants d'un régime ennemi, moins de 18 mois après la fin d'un conflit sanglant responsable de la mort de 4000 victimes arméniennes.

Entre autres personnalités publiques, Vardan Voskanyan, directeur du département des études iraniennes à l'université d'état d'Erevan écrivait en termes crus (en langue arménienne, approximativement traduite) sur sa page Facebook : « *Certains députés du parlement de cette formation artificielle*

appelée Azerbaïdjan sont arrivés en Arménie. Des représentants de cette croissance cancéreuse, qui se caractérise par un comportement terroriste, se trouvent dans notre capitale à un moment où le régime dictatorial de Bakou prend en otage nos prisonniers de guerre et occupe de vastes zones de la République d'Artsakh. Des milices armées azerbaïdjanaïses occupent même actuellement une partie du territoire souverain de l'Arménie. Par conséquent, l'entrée de chaque représentant du régime barbare-terroriste de Bakou à Erevan équivaut à la pénétration des preneurs d'otages au cœur de l'Arménie. »

8.Le Courrier d'Erevan

21 février 2022

[34 ans du Comité Karabakh : " l'Artsakh, bien que blessé, est debout.", Nikol Pashinyan \(courrier.am\)](#)

34 ans du Comité Karabakh : " l'Artsakh, bien que blessé, est debout ", Nikol Pashinyan

Ce dimanche 20 février marquait le trente-quatrième anniversaire de la création du "Comité Karabakh".

Bien peu de monde en fait était présent place de la Renaissance à Stepanakert ce 20 février, à l'occasion des 34 ans de la proclamation de la création du Comité Karabakh.

Cela faisait pourtant 4 ans que ces célébrations, jadis plus festives, n'avaient eu lieu. Arayik Harutyunyan, président de la République autoproclamée d'Artsakh, accompagné d'hommes d'état et de hauts gradés militaires a déposé des gerbes de fleurs au pied du mémorial du peuple d'Artsakh, en l'absence remarquée de responsable ou de représentant du gouvernement arménien.

Depuis Erevan cependant, le Premier ministre Nikol Pashinyan s'est exprimé à

cette occasion, rappelant « *le caractère profondément national et démocratique de ce mouvement national formé en Arménie et en Artsakh, exceptionnel par sa puissance [...], le premier pas vers la restauration de notre statut d'État [par lequel] nous avons redécouvert la détermination de vivre libres et indépendants, de façonner notre propre destin et de gérer notre propre avenir* ».

Saluant « *la mémoire de tous nos Héros, qui ont sacrifié leur vie [...] au cours des trois dernières décennies.* », Nikol Pashinyan a affirmé : « *Aujourd'hui, l'Artsakh, bien que blessé, est debout. Aujourd'hui, nos efforts visent non seulement à résoudre les problèmes socio-économiques des Arméniens d'Artsakh, à surmonter les défis sécuritaires, mais aussi à protéger les droits des Arméniens d'Artsakh et à obtenir la reconnaissance internationale de ces droits. [...] L'ouverture d'une ère du développement pacifique, sera le plus grand hommage rendu à leur mémoire [NDLR : des héros sacrifiés], un gage d'éternité pour notre État, la reconnaissance internationale et la réalisation des droits de l'Artsakh.* »

Le deuxième président de la République d'Arménie, Robert Kocharyan, a également fait part d'un court message qu'il a conclu en ces termes : « *L'Artsakh sera toujours à nous* ».

9.Nor Haratch

19 février 2022

Un accord sur le statut du Karabakh, « clé pour une paix durable »

Le conflit sur le Haut-Karabakh restera non résolu tant qu'il n'y aura pas d'accord sur le statut du territoire, selon James Warlick, ancien coprésident américain du groupe de Minsk de l'OSCE.

Dans une interview avec Infoco.am, Warlick a également déclaré que l'Arménie peut bénéficier de l'ouverture de ses frontières avec l'Azerbaïdjan et la Turquie «

ne fois que ce type de règlement sera en place ». « Cela peut être un grand changement, mais cela nécessite un règlement durable », a-t-il souligné.

Le Premier ministre Nikol Pachinian a déclaré à plusieurs reprises que les liaisons de transport avec l'Azerbaïdjan et la Turquie bénéficieront de manière significative à l'économie arménienne et contribueront à inaugurer une « ère de développement pacifique » dans la région.

Les détracteurs de Pachinian soulignent les affirmations régulières du président azerbaïdjanais Ilham Aliev selon lesquelles la victoire de l'Azerbaïdjan dans la guerre de 2020 a résolu le conflit et les demandes de reconnaissance arménienne de la souveraineté azerbaïdjanaise sur le territoire par le biais d'un « traité de paix » bilatéral.

"Je pense que Bakou doit comprendre qu'il doit y avoir un moyen d'aborder la question du statut du Haut-Karabakh", a déclaré Warlick. « Il n'y aura pas de règlement permanent et durable sans que la question du statut ne soit abordée. »

« Je pense que la façon de le faire est d'avoir un processus de négociation auquel les parties peuvent faire confiance, qui a des garanties internationales de l'OSCE, avec peut-être le déploiement de soldats de la paix internationaux, qui assurera un statut au Haut-Karabakh, qui clarifiera les frontières et qui abordera des questions telles que celle des réfugiés », a ajouté l'ancien diplomate, qui a codirigé le groupe de Minsk de 2013 à 2016.

L'ambassadrice américaine en Arménie, Lynne Tracy, a également déclaré à plusieurs reprises que Washington pense que le conflit du Karabakh reste non résolu.

Aliev s'est moqué des coprésidents du groupe de Minsk et a remis en question l'efficacité de leurs activités le mois dernier. « Ils ne doivent pas s'occuper du conflit du Karabakh parce que ce conflit a été résolu », a-t-il déclaré.

Warlick a suggéré que la Russie, qui a aidé à arrêter la guerre de six semaines, peut jouer un rôle clé dans la relance du processus de paix du Karabakh.

« La Russie devrait encourager un type de règlement durable qui apporte véritablement une paix durable dans le Caucase du Sud », a-t-il déclaré. « La Russie veut-elle vraiment que l'instabilité persiste dans la région ? Je ne le crois

pas. »

Le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov a déclaré en juin que les médiateurs ne devraient pas se précipiter pour négocier un accord arméno-azerbaïdjanais sur le statut du Karabakh. Il a insisté sur le fait que les mesures de confiance dans la zone de conflit devaient être leur priorité absolue à court terme.

10.Nouvelles d'Arménie Magazine

22 février 2022

Le conflit du Haut-Karabakh a été discuté au sein de la commission Euronest, aucune résolution n'est envisagée. Maria Karapetyan

Le conflit du Haut-Karabagh (Artsakh) a été abordé lors de la séance à Erévan de la commission politique de l'Assemblée parlementaire d'Euronest.

La question de la « *sécurité dans le Caucase du Sud* » a été inscrite à l'ordre du jour de la séance de la commission politique de l'Assemblée parlementaire Euronest, dans le cadre de laquelle le conflit du Haut-Karabagh a été débattu.

Maria Karapetyan la chef de la délégation de l'Assemblée nationale de la République d'Arménie à l'Assemblée parlementaire d'Euronest, l'a déclaré lors d'un briefing avec des journalistes ce matin.

« Le conflit du Haut-Karabagh a également été évoqué ce matin. Des experts nous ont rejoints en ligne. L'expert arménien était dans la salle, un expert azéri s'est joint en ligne, après quoi les députés Arméniens, presque toute la délégation, ainsi que les députés Azéris ont échangé leurs points de vue. Nos partenaires européens ont exprimé leurs positions. Je considère la position de la représentante du Parlement européen dans le Caucase du Sud, Marina Kalyurand, très importante ici. Aujourd'hui, elle a réaffirmé que la guerre n'est pas un moyen de résoudre le conflit, que le conflit du Haut-Karabagh n'a pas encore reçu sa

solution complète, globale, négociée et pacifique » a déclaré Maria Karapetyan.
Source Armenpress.

Krikor Amirzayan

11.Nouvelles d'Arménie Magazine

22 février 2022

Le président de la République de l'Artsakh, Arayik Harutyunyan félicite les habitants du Donbass pour « cet événement historique »

Le président de la République de l'Artsakh Arayik Harutyunyan a félicité le peuple du Donbass pour cet « *événement historique* ».

Arayik Harutyunyan dans le communiqué indique "Au nom des autorités et du peuple de la République de l'Artsakh, je salue la décision du président de la Fédération de Russie Vladimir Poutine de reconnaître l'indépendance des Républiques populaires de Donetsk et Lougansk. Le droit des nations à l'autodétermination et de construire leur propre État est inaliénable pour chaque peuple est un principe fondamental du droit international. L'établissement d'un État indépendant, sa reconnaissance internationale devient impératif surtout face aux dangers ontologiques, car c'est un moyen plutôt influent et civilisé de prévenir l'effusion de sang et la catastrophe humanitaire.

La République d'Artsakh lutte pour sa liberté, sa sécurité et la construction de son État depuis des décennies ; elle a dû traverser de nombreuses épreuves et des actes de génocide à plusieurs reprises. Par conséquent, nous sommes convaincus que la République d'Artsakh, qui a des bases historiques, politiques, juridiques et morales indiscutables, a mérité la reconnaissance internationale de son État souverain.

Félicitations aux habitants du Donbass pour cet événement historique. Nous

espérons qu'une paix et une stabilité fortes seront rétablies dans cette région autrefois prospère. » Public Radio Armenia.

Krikor Amirzayan

12.Nouvelles d'Arménie Magazine

22 février 2022

Le Premier ministre arménien Nikol Pachinian a eu une conversation téléphonique avec le président russe Vladimir Poutine

Aujourd'hui 21 février, une conversation téléphonique a eu lieu entre le Premier ministre arménien Nikol Pachinian et le président de la Fédération de Russie, Vladimir Poutine.

Nikol Pachinian et Vladimir Poutine ont discuté de la mise en œuvre des accords conclus dans les déclarations trilatérales du 9 novembre 2020, du 11 janvier 2021 et du 16 novembre 2021.

Le président russe a invité le Premier ministre arménien à effectuer une visite officielle à Moscou au printemps. Le Premier ministre arménien a, à son tour, invité Vladimir Poutine en Arménie. Les interlocuteurs ont également discuté de la situation des relations russo-ukrainiennes et des questions de sécurité régionale. Source Radio Publique d'Arménie.

Krikor Amirzayan

13.Nouvelles d'Arménie Magazine

22 février 2022

Poutine et Aliyev discuteront du processus de mise en œuvre des accords trilatéraux sur le Haut-Karabakh

Le président russe Vladimir Poutine et le président azerbaïdjanais Ilham Aliyev discuteront le 22 février à Moscou du processus de mise en œuvre des accords trilatéraux du 9 novembre 2020 et du 11 janvier 2021 sur le Haut-Karabakh, a déclaré le service de presse du Kremlin.

Les deux dirigeants discuteront également du déblocage des communications économiques et de transport dans le Sud-Caucase, ainsi que des questions relatives à la poursuite du développement des relations bilatérales dans les domaines politique, commercial et humanitaire.

Selon le communiqué du service de presse du Kremlin, une déclaration sur le partenariat allié sera signée à l'issue des discussions.

Avec ARMENPRESS.

14.Nouvelles d'Arménie Magazine

22 février 2022

L'Iran et l'Arménie réaffirment leur entente cordiale

A l'occasion d'une nouvelle rencontre avec le ministre arménien des affaires étrangères Ararat Mirzoyan à Téhéran, son homologue iranien Hossein Amir-Abdollahian s'est félicité dimanche 20 février de la bonne entente entre l'Arménie et l'Iran et a réaffirmé la forte opposition de son pays à tout « changement géopolitique » dans la région. Le lieu de la rencontre n'était pas indifférent,

puisqu'elle s'est tenue à Munich, en marge de la conférence internationale annuelle sur la sécurité, qu'avait ostensiblement boycottée cette année la Russie, dont les préparatifs présumés de guerre à l'Est de l'Ukraine ont dominé tous les débats. "Amir-Abdollahian a désigné les relations bilatérales entre Téhéran et Erevan comme étant en voie d'approfondissement", a indiqué le ministère iranien des affaires étrangères dans un communiqué relatif à ces discussions. Le texte précise que les responsables de la diplomatie arméniens et iraniens devraient s'appuyer sur cette dynamique positive en négociant un nouveau "document sur la coopération bilatérale", sans fournir plus de détails. Amir-Abdollahian se serait aussi félicité de l'ouverture prévue d'une « route de transit » arméno-iranienne pour le commerce régional, dans une allusion évidente à l'ambitieux projet visant à créer un corridor de transport qui relierait les ports iraniens du Golfe arabo-persique aux ports de la Mer noire via l'Arménie et la Géorgie. Le ministère arménien des affaires étrangères a indiqué pour sa part que MM. Mirzoyan et Amir-Abdollahian seraient convenus de la nécessité de finaliser un accord sur ce corridor qui passerait à travers la province méridionale arménienne du Syounik frontalière de l'Iran, mais aussi de l'Azerbaïdjan, qui en a contesté les frontières et va jusqu'à revendiquer sa souveraineté sur l'ensemble de la province. L'ambassadeur iranien à Erevan, Abbas Badakhshan Zohouri, avait indiqué le mois dernier que le Syounik devait rester "la principale route de transit" pour le transport de marchandises entre l'Arménie et l'Iran, et ce même si les négociations engagées entre Bakou et Erevan donnaient lieu à une réouverture des axes de transport entre les deux pays ennemis du Sud Caucase, affirmant ainsi du même coup son refus de toute modification de la carte de la région au profit de Bakou, et confirmant l'indéfectible souveraineté de l'Arménie sur le Syounik. La partie iranienne compte sur le développement des axes routiers dans cette région stratégique de l'Arménie, avait-il ainsi déclaré. Le gouvernement arménien avait annoncé la semaine dernière avoir pris les premières dispositions en vue de lancer un appel d'offres international pour la construction de cet axe majeur du Syounik dont le coût est estimé à plusieurs centaines de millions de dollars. Cette route aura l'avantage de raccourcir considérablement le temps de trajet pour les véhicules circulant entre l'Arménie et l'Iran, sans compter qu'il évitera les zones frontalières de l'Azerbaïdjan, toujours sous la menace de l'armée de Bakou. "Nous espérons que d'ici la fin de l'année, nous aurons [choisi] une compagnie à même d'effectuer ce travail", avait déclaré le premier ministre arménien Nikol Pachinian durant la dernière réunion du conseil des ministres. L'Arménie avait perdu le contrôle de plus de 21-kilomètres de la route jusque là

principale conduisant à la frontière iranienne à travers le Syounik après un ordre controversé de retrait des troupes arméniennes qu'avait donné Pachinian dans la foulée de la défaite dans la guerre du Karabagh de 2020. En septembre dernier, l'armée azérie avait aménagé des checkpoints sur ce segment de route où elle taxait lourdement les camions et autres véhicules iraniens, provoquant une crise sans précédent entre Téhéran et Bakou. En octobre, un représentant influent du clergé shiite au pouvoir à Téhéran avait accusé le président azerbaïdjanais Ilham Aliyev de vouloir "couper l'accès de l'Iran à l'Arménie". Plus de 160 membres du Parlement iranien avaient alors publié une déclaration commune dans laquelle ils mettaient en garde contre "tout changement géopolitique et altération des frontières des pays voisins". Depuis, les autorités azéries s'étaient employées, avec un certain succès, à dissiper les tensions avec l'Iran, mais ce dernier entend néanmoins préserver ses bonnes relations avec l'Arménie, comme l'a confirmé la rencontre à Munich entre Mirzoyan et Amir-Abdollahian qui en a profité pour réaffirmer lui aussi "l'opposition de Téhéran à tout changement géopolitique dans la région".

15.Nouvelles d'Arménie Magazine

22 février 2022

L'étai de la justice se resserre sur l'ancien président Armen Sarkissian

Levé par l'enquête internationale menée par un collectif de journalistes d'investigation sous la houlette du Projet de rapport sur le Crime organisé et la corruption (Organized Crime and Corruption Reporting Project -OCCRP), le secret bancaire ne protège plus l'anonymat de certains des puissants clients de la banque helvétique le Crédit suisse, dont le consortium formé de 48 media, aidé par une source toujours anonyme celle-là a épluché 18 000 comptes, fournissant les conclusions de l'enquête au quotidien allemand Süddeutsche Zeitung. Comme l'ont montré d'autres enquêtes internationales traquant les pratiques corrompues

et leurs auteurs, l'élite politique de l'Azerbaïdjan figure en bonne place dans cet atlas de la corruption, aux côtés de proches du roi Abdallah de Jordanie, des dirigeants des compagnies pétrolières du Venezuela, ou encore de hauts dignitaires du Vatican. Cette fois, la famille Aliev qui dirige l'Azerbaïdjan n'est pas directement impliquée dans cette enquête, mais le système clanique sur lequel elle s'appuie est toujours sur le sellette, puisque les deux fils de Vasif Talibov, le tout puissant et inamovible -depuis 1995- gouverneur de la République autonome du Nakhitchevan qui fut le fief de la famille Aliev à l'époque soviétique, dans les années 1980, sont épinglés pour avoir dissimulé des dizaines de millions de dollars provenant de la rente pétrolière azérie dans les coffres de la banque suisse. Mais le Crédit suisse, qui était inquiet pour la première fois début février par la justice helvétique qui la suspecte d'avoir blanchi l'argent de la mafia bulgare, aurait fait aussi profiter de son secret bancaire l'ancien président arménien Amen Sarkissian. Ce dernier, qui avait annoncé soudainement sa démission le 23 janvier en invoquant de vagues frustrations politiques liées à ses prérogatives constitutionnelles et politiques trop limitées, pourrait être rattrapé par la justice arménienne, qui l'accusait dans un premier temps d'avoir bénéficié d'une double citoyenneté le rendant inéligible à la présidence de la République à laquelle il avait été élu en mars 2018 par un Parlement alors contrôlé par l'ancien pouvoir, et qui trouve désormais dans cette enquête les éléments d'un dossier bien plus accablant. Lundi 21 février, au lendemain de la publication du rapport de l'OCCRP, qui incluait A. Sarkissian au nombre des dizaines de personnalités de différents pays disposant de comptes secrets dans la deuxième banque de Suisse, des procureurs arméniens ont fait savoir qu'ils étudieraient les informations relatives à l'ancien président, qui a également fait de fructueuses affaires pendant les quelque trente années où il a résidé en Grande-Bretagne, pour établir si elles le font tomber sous le coup d'accusation d'évasion fiscale. Selon le rapport, A.Sarkissian et sa soeur Karine auraient détenu plus de 10 millions de francs suisses (10 millions d'euros) au Crédit Suisse de 2006 à 2016. Sarkissian avait occupé la fonction d'ambassadeur d'Arménie en Grande-Bretagne de 2013 à 2018, ce qui implique qu'il aurait dû déclarer cette somme à l'instance anti-corruption de l'Etat arménien, comme tout fonctionnaire. Il n'avait admis ne détenir 'que' 8 millions d'euros, ailleurs. Hetq.am, un media arménien qui a participé à l'enquête de l'OCCRP, a indiqué que Sarkissian avait confirmé que l'argent lui appartenait ainsi qu'à sa sœur, tout en déniait quelque malversation de sa part. "A cette époque, les déclarations [de revenus arméniennes] n'étaient pas effectuées électroniquement et n'engageaient pas les officiels à déclarer

précisément leurs comptes en banque”, avait-il répondu au site d’investigation. Il affirmait n’avoir été tenu que de déclarer ses liquidités. Haykuhi Harutiunian, la chef de la Commission sur la prévention de la corruption, a récusé un tel argument, en indiquant, que “toutes formes de revenus et biens financiers devaient être déclarés”, en réponse aux questions du Service arménien de RFE/RL. Un porte-parole du bureau du procureur-général, Gor Abrahamian, a indiqué que les autorités judiciaires concernées examineront de près l’information. Il a précisé que des déclarations inexactes ou incomplètes constituaient un délit grave en Arménie. A.Sarkissian, 68 ans, a résidé et travaillé à Londres pendant près de trois décennies avant d’assumer la fonction, essentiellement protocolaire de président de la République arménienne début 2018. Il a amassé une fortune dans les années 2000, en qualité de consultant et d’intermédiaire pour des groupes occidentaux faisant des affaires dans les pays de l’ex-URSS. Lorsqu’il avait démissionné, Hetq.am avait déjà mis en doute les motifs qu’il avait invoqués, affirmant qu’il avait dû quitter ses fonctions car il ne pouvait plus dissimuler le fait qu’il avait violé l’article de la Constitution stipulant que le président ne doit avoir eu d’autre citoyenneté que celle de l’Arménie pendant les six années au moins qui précèdent son investiture. Le media arménien avait alors précisé qu’une enquête en cours à laquelle il participait avec l’OCCRP avait révélé que Sarkissian était aussi un citoyen du micro-Etat caribéen de Saint Kitts et Nevis “peu avant d’avoir été élu président en mars 2018”. Les procureurs ont ordonné au Service de sécurité nationale d’Arménie (NSS) d’étudier le rapport. Le NSS n’a pas encore publié les conclusions de son étude. Sarkissian a quitté l’Arménie quelques jours avant sa démission, un départ qui tend à alourdir les soupçons pesant sur lui. Dans un communiqué en date du 25 janvier, le service de presse présidentiel avait pourtant réaffirmé les motifs invoqués par Sarkissian pour justifier sa démission et accusé la publication indépendante de chercher à “détourner l’attention de l’opinion publique par un agenda fallacieux”. Sarkissian n’est pas le seul à être éclaboussé par cette enquête. Qui aurait révélé les noms de quelque 500 citoyens arméniens ou de « personnes liées à l’Arménie » qui figurent dans les données piratées du Crédit suisse. Hetq.am s’engage à les faire connaître prochainement.

16.Nouvelles d’Arménie Magazine

22 février 2022

L'Azerbaïdjan lance des mandats d'arrêt contre Kocharian et Sarkisian

Les autorités azerbaïdjanaises ont lancé des mandats d'arrêt internationaux contre les anciens présidents arméniens Robert Kocharian et Serzh Sarkisian.

Un procureur militaire azerbaïdjanais a déclaré lundi que les deux hommes nés dans le Haut-Karabakh ont été inculpés pour avoir aidé à lancer en 1988 des manifestations en faveur de la sécession du territoire à population arménienne de l'Azerbaïdjan et de son unification avec l'Arménie. Il a ajouté qu'ils sont également recherchés pour leur rôle dans la création, en 1991, de la République autoproclamée du Haut-Karabakh.

Kocharian et Sarkisian, qui ont dirigé le Karabakh pendant la guerre de 1991-1994 avec l'Azerbaïdjan, se sont rapidement moqués de ces accusations.

« Le dépôt d'accusations contre Serzh Sarkisian par le régime Aliyev est en soi une caricature », a déclaré son bureau dans un communiqué.

Il a déclaré que Sarkisian, qui a dirigé l'Arménie de 2008 à 2018, continuera d'utiliser ses « nombreuses relations et son expérience » pour lutter pour le « droit des Arméniens du Karabakh à une vie libre, indépendante et sûre. »

La déclaration souligne également que Sarkisian et Kocharian, qui dirigent désormais les deux principaux groupes d'opposition arméniens, sont également poursuivis par les « autorités capitulardes » d'Erevan qui, selon elle, sont désormais effectivement alliées au « clan dirigeant de l'Azerbaïdjan. »

Un porte-parole de M. Kocharian a également établi un lien entre les mandats d'arrêt azerbaïdjanais et les accusations distinctes de corruption portées contre les deux ex-présidents et fermement démenties par ces derniers. Bagrat Mikoyan a déclaré que ces mandats interviennent dans le contexte du « flirt » continu du Premier ministre Nikol Pashinian avec le président azerbaïdjanais Ilham Aliyev.] Aliyev.

Les autorités arméniennes, qui implorent la paix de la part de l'Azerbaïdjan au prix de la dignité nationale, reçoivent l'aide de leurs amis « éduqués et constructifs », a-t-il déclaré de manière acerbe.

Bakou a déjà lancé des mandats d'arrêt internationaux contre les dirigeants actuels du Karabakh peu après la guerre de 2020. Le bureau du procureur

général d'Arménie avait alors condamné cette décision, affirmant avoir « pris des mesures » pour empêcher qu'ils ne soient placés sur la liste des personnes les plus recherchées d'Interpol. Il n'a pas réagi immédiatement à la dernière décision de Bakou.

Au cours de son règne de près de deux décennies, Aliyev a tenu de nombreuses réunions en tête-à-tête avec Kocharian et Sarkisian dans le but de mettre fin au conflit du Karabakh. Au cours de l'année écoulée, il n'a cessé de fustiger ses anciens homologues arméniens. Les attaques verbales ont surtout suivi leurs critiques sévères à l'encontre de Pashinian et de sa gestion de la guerre désastreuse.

Les mandats d'arrêt ont été émis le lendemain de déclarations de l'actuel et de l'ancien dirigeant arménien marquant le 34^e anniversaire du début du mouvement populaire en faveur de l'unification du Karabakh avec l'Arménie.

« Le mouvement a été la première étape dans la restauration de notre statut d'État », peut-on lire dans une déclaration publiée par Pashinian.

« Aujourd'hui, l'Artsakh (Karabakh), bien que blessé, est toujours debout », a-t-il ajouté. « Aujourd'hui, nos démarches visent non seulement à résoudre les problèmes socio-économiques des Arméniens de l'Artsakh et à surmonter les défis sécuritaires, mais aussi à protéger leurs droits. »

« L'Artsakh sera toujours à nous », a déclaré pour sa part M. Kocharian.

17.Fild media

21 février 2022

[Tigrane Yégavian : « Sans la Russie, l'Arménie est condamnée » | Fild \(fildmedia.com\)](https://www.fildmedia.com)

Tigrane Yégavian : « Sans la Russie, l'Arménie est condamnée »

Depuis sa défaite lors du dernier conflit au Haut-Karabagh en 2020, l'Arménie attise la haine et la convoitise des États voisins. Tigrane Yégavian, chercheur au Centre français de recherche sur le renseignement (CF2R), et membre du comité de rédaction de la

revue *Conflits*, publie [Géopolitique de l'Arménie](#) (Ed. Bibliomonde, 2022). Un ouvrage de référence pour comprendre le dessous des cartes.

Entretien conduit par Marie Corcelle

Fild : Qu'appellez-vous la dualité arménienne et quelles en sont les conséquences ?

Tigrane Yégavian : Le peuple arménien est profondément marqué par sa langue, il possède son propre caractère national, son génie artistique, sa profondeur civilisationnelle, et est très lié à la chrétienté. Tous ces éléments en font l'un des rares peuples issus de l'Antiquité qui peut se targuer d'une histoire pluri millénaire, à l'instar des Grecs, des Juifs, des Iraniens, des Indiens et des Chinois. Mais cette population est divisée par une fracture géopolitique qui remonte à cette même Antiquité, parce que son territoire est au carrefour de différents empires rivaux : Parthe et Romain, Perse et Byzantin, Ottoman et Russe. Cette fracture explique la dualité entre, d'un côté les Arméniens de culture russe issus du Caucase, qui parlent une variante de l'arménien moderne - ou arménien oriental -, et de l'autre les Arméniens occidentaux de l'Empire ottoman. Ces derniers étaient naguère majoritaires, mais ils furent décimés par le génocide de 1915, et ses survivants se sont dispersés au gré de la diaspora. Les conséquences de cette dualité profonde entre « Arméniens occidentaux » et « Arméniens orientaux » a été vécue comme un handicap lors de la proclamation de la République d'Arménie indépendante en 1991. Pour autant, les Arméniens ont su faire preuve de solidarité face aux épreuves, que ce soit au moment du terrible tremblement de terre de 1988, ou bien pendant la première et la seconde guerre du Karabagh.

Fild : Quelle est l'étendue de la diaspora arménienne et ses caractéristiques ?

Tigrane Yégavian : Actuellement, deux Arméniens sur trois vivent en diaspora. Le mouvement débute au Moyen-Âge, à l'époque où les persécutions turco-mongoles obligent les Arméniens à s'exiler en Europe Orientale : en Crimée, dans les Balkans, en Pologne... D'autres communautés ont prospéré en Perse, jusqu'en Asie. Aujourd'hui, cette population se répartit en deux groupes majeurs : il y a d'un côté la diaspora dite « traditionnelle », engendrée dans la douleur par le génocide de 1915, et dont le premier marqueur identitaire est la mémoire

lancinante de cet événement traumatique, le combat pour la justice et les réparations. Et il y a par ailleurs la diaspora plus récente, issue de notamment de l'Arménie indépendante, qui entretient un rapport différent à la cause arménienne. Dans l'ensemble, tous les Arméniens qui se rattachent à cette diaspora représentent entre 6 et 7 millions de personnes environ, principalement réparties en Russie, aux États-Unis, puis en France, où la communauté est la plus politisée. L'ancien pôle historique du Moyen Orient, regroupé autour de la Syrie et du Liban, est en voie d'extinction.

Fild : L'Arménie est actuellement entourée d'ennemis. Qui sont ses alliés en mesure de la soutenir et d'assurer sa sécurité ?

Tigrane Yégavian : L'Arménie est même entourée d'ennemis mortels ! Avec l'Azerbaïdjan à l'ouest et au sud-est, via son exclave du Nakhitchevan, la Turquie à l'ouest, et sans oublier les quelque 20 millions d'Azéris peuplant l'Iran du nord... Sans l'alliance avec la Fédération de Russie, qui dispose d'une base importante en Arménie, et qui assure la protection de la frontière avec la Turquie, l'Arménie est condamnée. Moscou considère Erevan comme un vassal et le traite comme tel, tout au plus un poste avancé dans son pré carré. À l'heure actuelle, l'Arménie n'a pas les moyens de desserrer l'étau russe, car à la dépendance stratégique s'ajoutent une dépendance énergétique et économique. L'Arménie, qui fait partie de l'OCTS (1), ne peut néanmoins compter sur la solidarité de ses États membres, comme on l'a vu au printemps dernier lorsqu'une partie de son territoire a été envahie par l'armée azerbaïdjanaise. Si les Occidentaux ne soutiennent pas militairement l'Arménie, cette dernière a tout intérêt à se rapprocher des pays qui partagent un agenda commun, à l'instar de l'Inde, en froid avec la Turquie et l'Azerbaïdjan, qui sont des alliés géostratégiques du Pakistan.

« Les Azéris poursuivent une politique d'anéantissement »

Fild : Quelles sont les conséquences de la défaite arménienne après le récent conflit au Haut-Karabagh ?

Tigrane Yégavian : Territorialement, la république de l'Artsakh (ex Haut-Karabagh), non reconnue d'un point de vue international, s'est retrouvée amputée de 75% de son territoire. Réduite à la portion congrue, cette république autoproclamée est devenue un « protectorat russe » *de facto*. Sans la présence

des 2000 soldats russes de maintien de la paix, sa population est directement menacée d'extermination par les forces turco-azerbaïdjanaises qui estiment ne pas avoir atteint leur objectif final, à savoir la capitulation totale des Arméniens. Sur le plan politique, l'Arménie a perdu son statut de garant de l'intégrité de l'Artsakh et la défaite militaire a engendré une profonde crise politique et morale dont nous ne sommes hélas pas encore sortis.

Fild : Des accords avec la Turquie ou l'Azerbaïdjan sont-ils envisageables ?

Tigrane Yégavian : Les Azéris poursuivent une politique d'anéantissement de la présence arménienne en Artsakh, qui vise aussi à l'annexion de territoires ultra-stratégiques en Arménie, dont la bande montagneuse du Siunik, qui constitue un verrou à l'axe panturquiste car sépare l'Azerbaïdjan de la Turquie. Depuis le cessez-le-feu de novembre 2020, Ankara et Bakou exercent une pression très forte pour obtenir une voie de communication, un corridor souverain sur ce territoire. L'Azerbaïdjan poursuit une politique d'ethnocide contre toute trace de la présence arménienne au Karabagh (cimetières, églises, cathédrale...) ; elle a fait du racisme anti-arménien - et de la déshumanisation des Arméniens en général - un récit national fédérateur ; suffisant en tout cas pour détourner les regards sur les dérives autoritaires d'un régime dictatorial qui a canalisé les fruits de la rente pétro-gazière à son profit. Il suffit de jeter un coup d'œil sur la virulence raciste des manuels scolaires azéris pour en avoir le cœur net ; sans oublier le macabre parc des trophées inauguré par Bakou dans la foulée de la guerre.

Fild : Qu'attend l'Arménie de l'Europe ?

Tigrane Yégavian : L'Europe est faible et divisée. La crise ukrainienne va provoquer un rapprochement avec l'Azerbaïdjan, grand exportateur de gaz, afin de pallier une crise énergétique éventuelle. Dans cette optique, le Royaume Uni a adopté une politique turcophile fidèle, vieille tradition qui remonte au Grand Jeu du XIXème siècle. La France, de tradition arménophile, n'est pas intervenue et n'interviendra pas. Paris demeure co-présidente du groupe de Minsk et travaille à une solution pacifique, mais son influence est limitée car elle n'a pas d'intérêts stratégiques dans cette région qui reste un pré-carré russe, bien que menacée par l'entrisme turc.

Reste l'aide financière, cette enveloppe de 2,4 milliards d'euros promise par l'Union européenne à l'Arménie pour se reconstruire ; mais rien n'est réellement

fixé. Tant que l'Arménie ne sera pas en mesure de présenter des projets correspondants aux critères de Bruxelles, il y a peu de chances que cet argent arrive à destination.

(1) L'Organisation de défense militaire du traité de sécurité collective (OTSC) regroupe l'Arménie, la Biélorussie, le Kazakhstan, le Kirghizistan, la Russie et le Tadjikistan.

18.La Tribune

17 février 2022

[Tensions en Ukraine : comment l'Europe peut se passer du gaz russe cet hiver \(latribune.fr\)](https://www.latribune.fr)

Tensions en Ukraine : comment l'Europe peut se passer du gaz russe cet hiver

EN CINQ QUESTIONS. En cas de décision de Moscou de réduire ou cesser ses livraisons de gaz pour peser dans le conflit avec l'Ukraine, l'Union européenne affirme qu'elle est capable de se passer de son premier fournisseur. Derrière cette déclaration, se cachent d'autres enjeux, tels les moyens de pression de l'UE, les nouveaux contrats d'approvisionnement qu'elle devra alors nouer avec d'autres pays fournisseurs, ou encore les conséquences sur l'économie russe. Cinq questions autour de cette ressource au coeur des tensions diplomatiques entre l'Otan et la Russie.

Alors que la menace d'un conflit à la frontière ukrainienne plane toujours sur l'Europe, la question de l'approvisionnement du continent en gaz se pose. Déjà, l'Allemagne, où la part de gaz russe représente plus de la moitié de ses importations (55%), s'est alertée il y a quelques jours du niveau de ses réserves, tombées à 35%, contre 82% en 2022. Or, outre-Rhin, on estime qu'une réserve de 40% ne permettrait pas de faire face qu'à sept jours de températures polaires...

De même, les livraisons de gaz russe vers l'Europe sont actuellement en dessous de la moyenne de l'année dernière. Aussi, si la Russie décidait de stopper ses livraisons en représailles, les conséquences sur les prix du gaz pour le consommateur final seraient immédiates.

Déjà, en France, les prix de l'énergie (gaz, électricité, pétrole) ont bondi de 19,7% en janvier après 18,5% en décembre rapporte l'Insee. De quoi réveiller le spectre de la crise pétrolière de 1973 : "le choc gazier est comparable au choc pétrolier de 1973", a affirmé le ministre de l'Economie Bruno Le Maire début février, en référence à cette période qui a amorcé la spirale d'une croissance atone et de chômage de masse.

Aussi, pour éviter le scénario noir, l'UE s'active.

« Nous avons examiné les hypothèses d'un arrêt partiel ou complet des approvisionnements de gaz russe", en cas d'escalade des tensions autour de l'Ukraine, "et je peux dire aujourd'hui que nous sommes en sécurité pour cet hiver", a indiqué ce mercredi la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen devant les eurodéputés réunis en session plénière à Strasbourg. »

- Quel est le poids du gaz russe en Europe?

La Russie représente 40% des importations en gaz de l'ensemble des Vingt-sept, indique Eurostat. Malgré de grandes disparités entre les Etats, le gaz russe représente aussi 20% de la consommation de l'Union. Le russe Gazprom a ainsi livré 50,2 milliards de mètres cubes, rien que pour l'Allemagne en 2021. Les quantités sont aussi importantes vers l'Italie, la Turquie, la Bulgarie, la Serbie, le Danemark, la Finlande et la Pologne.

De fait, l'Europe s'approvisionne encore massivement en gaz traditionnel. Sur toutes les importations de gaz vers le continent en 2020, 74% ont été acheminées par gazoduc (les pipelines), et seulement 26% sous la forme de GNL (selon EIA, agence américaine de l'énergie), soit du gaz naturel liquéfié acheminé par des navires-méthaniers.

Sur ce marché des achats de GNL, les pays européens sont clients des Etats-Unis. L'offensive américaine sur ce marché est d'ailleurs notable : en 2021, les importations européennes de GNL ont représenté 28%, contre 16% en 2019, selon Eurostat.

Résultat, les Occidentaux s'efforcent actuellement de trouver des solutions alternatives à cette dépendance aux pipelines russes, notamment en augmentant les livraisons de gaz naturel liquéfié (GNL). Mais les capacités de regazéification en Europe (Royaume-Uni compris) sont de quelque 19 milliards de m³ (mmc) par mois. Avec environ 8 mmc en moyenne déjà utilisés, il reste environ 11 mmc de capacités qui peuvent encore être mobilisés. Soit pas tout à fait assez pour compenser les quelque 14 mmc par mois venus actuellement de Russie...

Les terminaux français de regazéification sont par exemple "saturés" actuellement, mais ce n'est pas le cas partout : "il reste des pays avec des capacités significatives disponibles, notamment l'Espagne et le Royaume-Uni", précise Vincent Demoury, délégué général du Groupe international des importateurs de gaz naturel liquéfié (GIIGNL).

- En cas de conflit, quels sont les moyens de pression de l'UE, alliée des États-Unis ?

A court terme, pour dissuader la Russie d'attaquer, les États-Unis ont révélé fin janvier une série de sanctions inédites qui ciblent des livraisons de gaz naturel russe en Europe. Ces sanctions américaines pourraient porter sur le blocage des investissements et des transferts de technologie.

Au cœur des tensions diplomatiques entre la Russie et les États-Unis se trouve le projet russe Nord Stream 2, ce gazoduc aux dimensions pharaoniques qui doit relier la Russie à ses pays acheteurs européens. Celui-ci est achevé mais pas encore mis en service. Et pour cause, les États-Unis y sont farouchement opposés.

En cas d'invasion russe en Ukraine, Joe Biden a promis de "mettre fin" au gazoduc controversé sans préciser comment les États-Unis pourraient couper cette infrastructure sous-marine reliant directement la Russie à l'Allemagne, surtout si Berlin s'y opposait.

Le pipeline long de 1.230 kilomètres est un élément de pression pour les deux camps. Certaines voix ont ainsi accusé la Russie de sciemment livrer le minimum de gaz par ses gazoducs afin d'obtenir le lancement du tube controversé Nord Stream 2.

- La France risque-t-elle la pénurie?

En matière d'approvisionnement, la France n'est pas la plus exposée au gaz russe, contrairement à d'autres pays de l'UE. En effet, alors que la consommation énergétique de l'Hexagone repose à 21% sur cette source d'énergie, la Norvège demeure son principal fournisseur de gaz, loin devant le pays de Poutine.

Aussi, la France peut se tourner vers le GNL grâce à ses quatre terminaux méthaniers, ces installations permettant de le regazéifier. Ce n'est pas le cas de l'Allemagne qui a annoncé la semaine dernière développer la construction de terminaux méthanier pour importer du gaz liquéfié via la mer, afin de réduire sa dépendance au gaz russe. Le pays ne dispose d'aucun équipement de ce type pour l'instant.

Enfin, face au risque de pénurie, Barbara Pompili, la ministre française de la Transition écologique a suggéré fin janvier à l'UE - dont la présidence est assurée par la France pendant six mois - d'établir "des règles plus strictes sur le stockage du gaz". Le modèle français, qui assure un remplissage des réserves pour l'hiver, pourrait ainsi être étendu.

Mais l'approvisionnement de la France ne suscite pour l'instant pas d'inquiétude particulière, a affirmé début février GRTgaz, le principal gestionnaire du réseau gazier national. Concrètement, les stockages étaient « bien remplis » au début de l'hiver, à hauteur de 95%, a précisé Thierry Trouvé, le directeur général de GRTgaz.

Reste qu'une perturbation plus importante de l'offre russe aurait aussi d'autres effets sur les cours, déjà agités.

- Quels sont les autres pays fournisseurs ?

La Commission européenne l'assure : des contacts ont été pris avec d'autres pays "prêts à augmenter leurs exportations de gaz naturel liquéfié" et développé les infrastructures gazières dans l'UE.

Le Japon s'est ainsi positionné en annonçant qu'il allait livrer à l'Europe certaines de ses importations de GNL. Plusieurs navires-citernes qui devaient originellement transporter du GNL au Japon ont déjà mis le cap vers l'Europe et devraient y arriver ce mois-ci, et d'autres devraient les imiter en mars, a déclaré devant la presse à Tokyo le ministre japonais de l'Économie début février

Par ailleurs, vendredi, une délégation de l'UE était en Azerbaïdjan dans le cadre des efforts européens pour diversifier et accélérer les sources d'approvisionnement et réduire la dépendance au gaz russe. L'Azerbaïdjan va augmenter les livraisons de gaz vers l'Union européenne via le Southern Gas Corridor (SGC), un complexe de trois gazoducs reliant l'Azerbaïdjan, la Géorgie, la Turquie, la Grèce, l'Albanie et enfin la mer Adriatique, en arrivant en Italie.

« Je veux remercier l'Azerbaïdjan pour ses efforts visant à augmenter les livraisons de gaz vers l'Union européenne via le Southern Gas Corridor (SGC). L'Azerbaïdjan a répondu à l'appel, confirmant sa fiabilité", a déclaré sur Twitter la commissaire européenne à l'Énergie, Kadri Simson, depuis Bakou. »

De plus, il y a le Qatar qui compte parmi les premiers exportateurs mondiaux de GNL. Il est engagé dans une politique d'expansion, visant à accroître sa production annuelle de gaz de 77 millions de tonnes à 127 millions de tonnes d'ici à 2027, tout en cherchant de nouveaux marchés.

Le Qatar est donc prêt à apporter son aide à l'Europe "en cas de besoin", de la même manière qu'il est "est prêt à soutenir [ses] partenaires du monde entier en cas de besoin", a indiqué le ministre de l'Energie Saad alKaabi ajoutant qu'avant d'en arriver là, son pays espérait bien sûr que les tensions en Europe liées à l'Ukraine pourront trouver une solution diplomatique. Il a toutefois précisé : "Le volume de gaz dont l'UE a besoin ne peut être remplacé unilatéralement par qui que ce soit, sans perturber l'approvisionnement d'autres régions du monde."

L'Australie dit aussi être prête à envoyer du gaz naturel en Europe.

« En matière de volumes (de GNL), les trois mastodontes aujourd'hui sont le Qatar, l'Australie et les États-Unis", indique Vincent Demoury (GIIGNL). "Donc c'est majoritairement ces trois pays qui auraient de la flexibilité pour produire plus, ou rediriger vers l'Europe des volumes traditionnellement dirigés vers d'autres marchés. »

- Quelles conséquences pour l'économie russe?

La part du secteur gazier dans la production industrielle nationale ne cesse de croître en Russie, pour atteindre 38,9% en 2018, selon l'OCDE. Troisième producteur d'énergie fossile dans le monde, le pays a vu les revenus du secteur pétrole et gaz - principalement régulé par Moscou - contribuer à 36% de son

budget fédéral en 2016.

"Une suspension totale des exports gaziers (...) impliquerait des risques graves à long terme pour la stabilité financière de la Russie et son influence politique en Europe, car l'UE répondrait probablement de manière agressive en diversifiant son approvisionnement énergétique", affirme le cabinet Eurasia Group.

« Les Russes n'ont aucun intérêt à arrêter les livraisons », conclut-il. »

En décembre, pour s'assurer de nouvelles parts de marché, le président russe Vladimir Poutine a demandé au géant pétrolier Rosneft de présenter d'ici mars un projet de livraison de gaz à l'Europe, un monopole détenu pour l'instant par Gazprom.

Dans le pays, les emplois liés au secteur sont nombreux. Le premier producteur et exportateur de GNL est russe. A la faveur d'une flambée historique des prix énergétiques, il a vu son bénéfice net multiplié par six. Son chiffre d'affaires a ainsi augmenté de plus de 62% sur un an à 1.157 milliards de roubles (13,6 milliards d'euros) en 2021.

Conséquence, la population russe subit une inflation qui flambe depuis des mois, s'affichant en janvier à 8,7% sur un an, a indiqué l'agence Rosstat. Après une courte pause en fin d'année, elle a battu un nouveau record depuis début 2016. L'inflation mine le pouvoir d'achat des Russes, qui ont peu d'épargne, ce qui s'avère un casse-tête pour les autorités, les poussant à introduire des mesures comme des quotas d'exportations ou un contrôle gouvernemental des prix de certains aliments.

Dans le même temps, Moscou a annoncé mardi un début de retrait des dizaines de milliers de soldats russes massés depuis plusieurs mois aux frontières ukrainiennes, puis mercredi la fin de manoeuvres militaires et le départ de certaines de ses forces de la péninsule ukrainienne annexée de Crimée.

Mais "l'Otan n'a pas encore vu de signes d'une quelconque réduction des troupes russes, et si le Kremlin choisit la violence contre l'Ukraine, notre réponse restera forte et unie", a mis en garde la présidente de la Commission européenne.

21 février 2022

[Immense mausolée avec des tombes et objets de l'âge du bronze découvertes dans \(...\) - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](#)

Immense mausolée avec des tombes et objets de l'âge du bronze découvertes dans la région de Lori au nord de l'Arménie

Des archéologues du Centre du patrimoine historique et culturel du ministère de l'Éducation et des Sciences d'Arménie ont découvert un mausolée de l'âge du bronze moyen dans le village de Vahagn dans la région de Lori. En 2021, selon la conclusion de la commission d'experts du ministère, le mausolée a reçu le statut de monument nouvellement découvert d'importance nationale.

Tout a commencé lorsque l'historien Seyran Ghazaryan, un habitant de la commune de Vahagn dans la région de Lori, a accidentellement découvert des objets anciens dans un lieu appelé « *terres de Takht* » dans leur village, ce qui signifie « plat » dans le dialecte local. Les structures concernées ont été immédiatement informées. Quelques jours plus tard, des archéologues du Centre de recherche sur le patrimoine historique et culturel d'Arménie ont visité le village de Vahagn. Le résultat de plus d'un an de fouilles a été le mausolée en dalle de l'âge du bronze moyen.

Karen Tseretsyan, Employée du Centre du patrimoine historique et culturel affirme « *C'est un immense mausolée, d'environ 2 hectares. Nous avons documenté plus de 2 douzaines de sépultures de l'âge du bronze. Nous avons trouvé quelques matériaux : poterie de surface, poignard en bronze, perles de sardine. Après les fouilles, une tombe de type dalle a été ouverte. Toutes les tombes, d'après nos fouilles et découvertes de surface par hasard, remontent à l'âge du bronze moyen, de la seconde moitié du II^e millénaire, c'est-à-dire au 17-18 siècles avant J.-C.* »

Selon Karen Tseretsyan, le mausolée nouvellement découvert est d'une valeur archéologique, typique de la région de Treghk. Une région qui se trouve sur le territoire de l'actuelle Tsalka, en Géorgie, était l'une des provinces les plus septentrionales de la Grande Arménie, la province de Gougark. Les découvertes seront examinées en détail dans un proche avenir a déclaré Tseretsyan, qui a dirigé le groupe archéologique.

Karen Tseretsyan affirme "C'est un monument nouvellement découvert, son étude, qui se poursuivra dans un avenir proche, pourra enrichir l'histoire de l'archéologie arménienne, ce sera un investissement très important. C'est le mausolée appartenant à la culture archéologique Treghk-Vanadzor, qui est d'une importance capitale non seulement pour l'histoire de la région, mais aussi pour l'Arménie. »

Selon Souren Vardoumyan, le responsable du village de Vahagn, la zone de la découverte archéologique servait de pelouse. Lors des travaux agricoles, les habitants découvrent régulièrement des trouvailles qui attirent l'attention des archéologues depuis 2008. En 2021, la commission d'experts du ministère a accordé le statut de monument d'importance nationale à ce mausolée. Les autorités locales ont l'intention de clôturer la zone du monument et de le protéger soigneusement. Vahagn est connu depuis longtemps pour ses antiquités. Il y a de nombreux khachkars et une forteresse de l'ère cyclopéenne. *Ils essaieront de développer le tourisme* dit Souren Vardoumyan.

Source Radio publique d'Arménie

Krikor Amirzayan
